



ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

N°2025/012/PM/TEMP

PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT LORS DE TRAVAUX

Le Maire de la Ville d'OVERNAI,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions,

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, Départements et Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal, article R.610-5,

VU le Code de la Route,

VU la demande formulée par l'entreprise HOWILLER, sise 5 rue de la Gravière à REICHSTETT (67116), le 24 janvier 2025, concernant des travaux au CSC Arthur Rimbaud à Obernai, représentée par Monsieur William SCHMITTER,

CONSIDERANT que le Maire est chargé sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le Département, de la Police Municipale, de la Police Rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs ;

CONSIDERANT que la Police Municipale a pour but d'assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publics ;

CONSIDERANT que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, il importe de réglementer l'occupation du domaine public, la circulation et le stationnement dans le cadre des travaux qui ont lieu au CSC Arthur Rimbaud à Obernai,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

En raison des travaux réalisés au CSC Arthur Rimbaud à Obernai, l'entreprise HOWILLER est autorisée à occuper le domaine public à savoir 3 places de stationnement positionnées Avenue de Gail en face de la sortie du parking Charles de Gaulle **du mardi 28 janvier 2025 au lundi 24 février 2025**, afin de faciliter les manœuvres des engins de chantier.

ARTICLE 2 :

La circulation pourra être ponctuellement coupée pour les besoins des travaux. Une déviation sera mise en place par le demandeur.

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place par le demandeur qui mettra également du personnel à disposition pour la gestion de la circulation si besoin.

ARTICLE 4 :

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans leur état initial la chaussée, l'accotement ou trottoir et de réparer tout dommage qui aura pu être causé à la chaussée et à ses dépendances.

L'ensemble des revêtements existants au droit de l'emprise du chantier devra être réaménagé à l'identique si nécessaire.

Pendant la durée des travaux, le stationnement de tous genres de véhicules – sauf ceux en charge de l'exécution du chantier – sera interdit dans l'emprise de la zone des travaux.

ARTICLE 5 :

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

ARTICLE 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et la contravention sera réprimée conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.

ARTICLE 7 :

Conformément à l'article R.412-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Les services de la Police Municipale et de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à :

- Sous-Préfecture de SELESTAT - ERSTEIN,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'OBERNAI,
- Au Cabinet du Maire ainsi qu'aux Adjoints de référence,
- Au pétitionnaire : entreprise HOWILLER
- SIS 67
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville d'OBERNAI,
- A la DAE de la Ville d'OBERNAI / PASS'O,
- Aux archives.

Certification de publication :

Le Maire certifie que le présent arrêté revêt un caractère exécutoire et qu'il a été publié électroniquement sur le site Internet de la Ville en date du 28 janvier 2025.

Fait à OBERNAI, le 27 janvier 2025.

Pour le Maire empêché,
La 1ère Adjointe au Maire,



Isabelle OBRECHT